



Perspectives québécoises 2013

Au Canada, l'investissement devrait croître de 1,7 % en 2013 pour atteindre 398,2 G\$, suivant une croissance de 7,2 % en 2012. L'Ontario domine à l'échelle provinciale, avec 117,7 G\$ d'investissement prévu, suivi par l'Alberta qui dépasse pour la première fois le cap du 100 G\$. Le Québec suit avec des intentions s'élevant à 71,4 G\$. Terre-Neuve-et-Labrador, malgré son poids relativement modeste au Canada a vu ses investissements presque tripler en 10 ans, et dépasse maintenant le cap des 10 G\$.

Secteur privé non résidentiel : l'Alberta dépasserait l'Ontario et le Québec combinés

Depuis le début des années 2000, le secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière a pris beaucoup d'importance dans le secteur privé non résidentiel au pays. Ainsi, pour la première fois en 2013, l'Alberta, où se concentre l'investissement de ces industries, avec 75,9 G\$ d'investissement privé non résidentiel prévu, dépasserait l'Ontario et le Québec combinés (48,6 G\$ et 25,5 G\$ respectivement).

Diminution de l'investissement privé au Québec

L'investissement au Québec devrait croître de 0,5 % en 2013 pour s'élever à 71,4 G\$, suivant une forte croissance de 10,2 % en 2012. Il s'agit d'une quatrième année de croissance consécutive, suivant le déclin observé pendant la récession de 2009. Cette croissance anticipée est exclusivement attribuable à la croissance de l'investissement en machines et matériel (+ 2,8 %), alors

Tableau 1

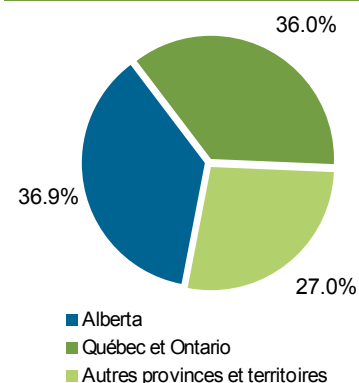
Dépenses en immobilisation ventilées selon certaines composantes, Québec, 2011-2013

Composante	2011	2012	2013	Variation 2013 /2012 %
	M\$ courants			
Industries productrices de biens	16 052,1	18 261,8	17 787,8	- 2,6
Construction	9 873,4	11 454,0	11 239,2	- 1,9
Machines et équipement	6 178,7	6 807,7	6 548,6	- 3,8
Industries productrices de services	26 101,6	29 121,0	30 050,5	3,2
Construction	14 164,0	15 752,3	15 854,8	0,7
Machines et équipement	11 937,6	13 368,8	14 195,6	6,2
Logement	22 297,1	23 665,2	23 574,7	- 0,4
Total	64 450,8	71 048,0	71 413,0	0,5
Construction	46 334,5	50 871,5	50 668,7	- 0,4
Machines et équipement	18 116,3	20 176,5	20 744,2	2,8
Secteur privé	45 237,2	49 900,2	49 057,8	- 1,7
Construction résidentielle	22 297,1	23 665,2	23 574,7	- 0,4
Construction non résidentielle	9 347,6	11 122,6	10 211,1	- 8,2
Machines et équipement	13 592,5	15 112,4	15 272,0	1,1
Secteur public	19 213,6	21 147,8	22 355,2	5,7
Construction non résidentielle	14 689,8	16 083,7	16 883,0	5,0
Machines et équipement	4 523,8	5 064,1	5 472,2	8,1

que la construction diminue de 0,4 %, tant dans le secteur résidentiel (- 0,4 %) que non résidentiel (privé : - 8,2 %, public + 5,0 %). L'investissement privé, incluant le logement, devrait diminuer de 1,7 %, contrairement au secteur public, qui devrait croître pour sa part de 5,7 %. Le secteur privé non résidentiel devrait quant à lui décroître de 2,9 %.

Dans les industries productrices de biens, l'investissement devrait diminuer de 2,6 % en 2013 pour atteindre 17,8 G\$, suivant une croissance de 13,8 % en 2012. La baisse dans ces industries s'observe tant dans la construction (- 1,9 %) que dans les machi-

Figure 1
Répartition de l'investissement privé non résidentiel au Canada, perspectives 2013



nes et matériel (-3,8 %). Ce repli serait causé principalement par le recul de 14,1 % de l'industrie minière et, dans une moindre mesure, par celui du secteur de la fabrication (-6,2 %). Les baisses de ces secteurs sont néanmoins amoindries par la croissance soutenue des investissements dans les services publics, très intenses en construction, qui devraient atteindre 7,6 G\$ en 2013.

L'investissement dans la production de biens diminue, alors que celui des services augmente

L'investissement dans les industries productrices de services est en hausse de 3,2 % en 2013 et atteindrait 30,1 G\$. Le secteur de la finance et des assurances est celui où la hausse anticipée est la plus prononcée, avec une croissance de 26,4 %, suivi du secteur de commerce de détail (+15,9 %) et du transport et de l'entreposage (+8,7 %). L'investissement dans le secteur des services d'hébergement et de la restauration, qui se situait en moyenne autour de

500 M\$ entre 2000 et 2010, se situe à plus de 850 M\$ pour les années 2011 à 2013. Le secteur des administrations publiques, représentant plus du tiers du secteur des services en 2013, est pour sa part en légère décroissance (-0,8 %).

Investissements résidentiels : plus de 500 millions de dollars de moins que prévu en 2012

L'investissement résidentiel, selon le scénario moyen de la Société canadienne d'hypothèque et logement (SCHL), devrait décroître légèrement en 2013 (-0,4 %) pour se situer à 23,6 G\$. Il s'agirait d'une quatrième année consécutive pour lesquelles l'investissement résidentiel serait supérieur à 22,0 G\$. Cependant, selon les données réelles provisoires pour l'année 2012, l'investissement dans le logement est inférieur de plus de 500 M\$ à ce qui était anticipé (voir encadré 2).

Croissance de l'investissement public de 5,7 %

L'investissement public est la composante de l'investissement qui augmenterait le plus en 2013, avec une croissance anticipée de 5,7 %, et ce, malgré une décroissance de l'investissement des gouvernements (-0,8 %). L'administration publique fédérale réduira ses investissements de 4,4 % au Québec, soit une troisième baisse consécutive. L'investissement de l'administration publique provinciale réduira pour sa part de 5,5 %, alors que celui des administrations locales devrait croître de 7,1 %. Les investissements publics dans les institutions devraient également augmenter, de 0,4 %, la hausse attendue dans le secteur de la santé surpassant la baisse attendue dans le réseau de l'éducation. L'investissement des entreprises publiques est en forte hausse (19,4 %), due à la croissance anticipée dans les entreprises publiques locales (+35,1 %) et provinciales (+16,3 %).

Tableau 2
Dépenses en immobilisation ventilées selon l'industrie, Québec, 2008-2013

							Variation 2012 /2011	Variation 2013 /2012
Industrie	2008	2009	2010	2011	2012	2013		
M\$ courants							%	
Industries productrices de biens	12 502,6	12 025,4	13 307,1	16 052,1	18 261,8	17 787,8	13,8	-2,6
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	857,8	757,7	774,0	711,3	714,6	694,8	0,5	-2,8
Extraction minière, de pétrole et gaz	1 754,2	1 789,5	2 597,7	3 437,6	4 313,1	3 706,9	25,5	-14,1
Services publics	4 878,7	5 438,7	5 413,0	6 062,4	7 098,3	7 570,8	17,1	6,7
Construction	889,0	945,2	1 190,0	1 230,7	1 119,5	1 107,8	-9,0	-1,0
Fabrication	4 122,9	3 094,3	3 332,5	4 610,1	5 016,3	4 707,5	8,8	-6,2
Industries productrices de services	27 685,7	27 478,8	26 990,7	26 101,6	29 121,0	30 050,5	11,6	3,2
Commerce en gros	1 236,7	1 142,5	1 173,8	1 038,4	1 154,6	1 196,2	11,2	3,6
Commerce de détail	2 132,7	1 492,2	1 609,5	1 456,4	1 865,2	2 161,2	28,1	15,9
Transport et entreposage	2 500,9	2 904,3	2 059,3	2 449,3	2 853,7	3 101,4	16,5	8,7
Industrie de l'information et industrie culturelle	1 863,8	1 860,5	1 577,1	1 434,6	1 432,8	1 472,2	-0,1	2,7
Finance et assurances	3 346,7	2 137,9	2 550,3	1 644,0	1 983,2	2 506,0	20,6	26,4
Services immobiliers et services de location et de location à bail	1 984,4	1 987,4	2 200,3	1 479,7	1 675,6	1 608,0	13,2	-4,0
Services professionnel, scientifiques et techniques	986,3	839,5	751,0	893,4	1 046,4	1 119,9	17,1	7,0
Gestion de sociétés et d'entreprises	6,4	6,7	6,2	13,7	10,4	10,4	-24,1	0,0
Services d'enseignement	1 788,2	1 879,7	1 965,2	2 037,8	2 015,5	1 871,3	-1,1	-7,2
Soins de santé et assistance sociale	1 643,7	1 870,5	1 994,8	2 465,6	2 734,2	2 876,0	10,9	5,2
Arts, spectacles et loisirs	319,6	300,5	385,5	284,8	261,2	235,4	-8,3	-9,9
Hébergement et services de restauration	599,3	719,8	592,7	901,4	897,7	858,2	-0,4	-4,4
Administrations publiques	8 431,5	9 527,1	9 355,8	9 066,6	10 140,2	10 058,4	11,8	-0,8
Autres industries productrices de services	845,4	810,1	769,2	935,9	1 050,3	975,9	12,2	-7,1
Logement	19 929,9	19 353,7	22 800,0	22 297,1	23 665,2	23 574,7	6,1	-0,4
Total	60 118,2	58 857,9	63 097,7	64 450,8	71 048,0	71 413,0	10,2	0,5
Secteur privé non résidentiel	23 274,0	20 355,3	21 170,5	22 940,1	26 235,0	25 483,1	14,4	-2,9
Secteur public	16 914,3	19 148,9	19 127,3	19 213,6	21 147,8	22 355,2	10,1	5,7

Contribution à la croissance

Tableau 3

Contribution en pourcentage à la variation de l'investissement total, Québec, 2008-2013

Industrie	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Points de pourcentage						
Industries productrices de biens	1,261	-0,794	2,178	4,350	3,429	-0,667
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	0,095	-0,167	0,028	-0,099	0,005	-0,028
Extraction minière, de pétrole et gaz	0,437	0,059	1,373	1,331	1,358	-0,853
Services publics	0,289	0,931	-0,044	1,029	1,607	0,665
Construction	0,010	0,093	0,416	0,065	-0,173	-0,016
Fabrication	0,430	-1,711	0,405	2,025	0,630	-0,435
Industries productrices de services	2,959	-0,344	-0,829	-1,409	4,685	1,308
Commerce en gros	0,213	-0,157	0,053	-0,215	0,180	0,059
Commerce de détail	0,404	-1,065	0,199	-0,243	0,634	0,417
Transport et entreposage	-0,056	0,671	-1,436	0,618	0,627	0,349
Industrie de l'information et industrie culturelle	0,482	-0,005	-0,481	-0,226	-0,003	0,055
Finance et assurances	-2,057	-2,011	0,701	-1,436	0,526	0,736
Services immobiliers et services de location et de location à bail	-0,651	0,005	0,362	-1,142	0,304	-0,095
Services professionnel, scientifiques et techniques	0,340	-0,244	-0,150	0,226	0,237	0,103
Gestion de sociétés et d'entreprises	-0,018	0,000	-0,001	0,012	-0,005	0,000
Services d'enseignement	0,194	0,152	0,145	0,115	-0,035	-0,203
Soins de santé et assistance sociale	0,339	0,377	0,211	0,746	0,417	0,200
Arts, spectacles et loisirs	0,079	-0,032	0,144	-0,160	-0,037	-0,036
Hébergement et services de restauration	0,162	0,200	-0,216	0,489	-0,006	-0,056
Administrations publiques	3,307	1,822	-0,291	-0,458	1,666	-0,115
Autres industries productrices de services	0,222	-0,059	-0,069	0,264	0,177	-0,105
Logement	1,149	-0,958	5,855	-0,797	2,123	-0,127
Total	5,369	-2,096	7,203	2,144	10,236	0,514
Secteur privé non résidentiel	-0,819	-4,855	1,385	2,805	5,112	-1,058
Secteur public	5,040	3,717	-0,037	0,137	3,001	1,699
Administrations publiques	3,307	1,823	-0,292	-0,458	1,666	-0,115
Institutions	0,551	0,327	0,274	1,177	0,296	0,024
Entreprises publiques	1,181	1,568	-0,020	-0,582	1,039	1,791

L'analyse des contributions à la croissance pour chacune des composantes de l'investissement nous permet de constater l'apport de chaque composante à la croissance totale à l'aide de points de pourcentage additifs. Il s'agit d'une méthode qui permet de voir l'ampleur de la contribution positive ou négative de chaque secteur sur la variation globale, en fonction non seulement de sa variation annuelle, mais également de son poids dans l'investissement total.

Le secteur public compense la baisse du secteur privé

Le secteur privé, tant résidentiel que non résidentiel, ne contribue pas à la croissance en 2013 : le secteur privé non résidentiel réduit la croissance totale de 1,058 point de pourcentage,

alors que le logement retranscrit 0,127 point de pourcentage. Il s'agit d'un revirement, le secteur privé non résidentiel ayant contribué positivement à la croissance entre 2010 et 2012. C'est donc le secteur public qui est exclusivement responsable de la croissance en 2013 de l'investissement total, attribuable en majeure partie à la croissance de l'investissement des entreprises publiques (contribution positive de 1,791 point de pourcentage).

Selon les industries, la croissance en 2013 est attribuable aux industries productrices de services (contribution de 1,308 point de pourcentage). Les secteurs de la finance et des assurances, du commerce de détail et du transport et entreposage sont ceux qui contribuent le plus. Par contre, dans les industries productrices de biens, la bonne perfor-

mance du secteur des services publics (contribution positive de 0,665 point de pourcentage) n'a pas suffi à éliminer les contributions négatives des secteurs minier (-0,853 point de pourcentage) et manufacturier (-0,435 point de pourcentage). Dans l'ensemble, les industries productrices de biens contribuent négativement de 0,667 point de pourcentage, suivant trois années de contribution supérieure à deux points de pourcentage.

Année 2012 : réalisations légèrement supérieures aux intentions

Pour l'ensemble de l'économie québécoise, l'investissement pour l'année 2012 aura été supérieur de 265,7 M\$ à ce qui était anticipé par les intentions de l'année dernière. Les industries productrices de biens sont principalement responsables de cette surperformance, notamment grâce au secteur des services publics, où près de 1 milliard de dollars supplémentaires ont été investis. Le secteur minier a été pour sa part légèrement en deçà des intentions.

Le secteur des services est, dans l'ensemble, conforme aux attentes, quoique certains secteurs aient été plus vigoureux que d'autres, par exemple les services d'hébergement et de restauration.

Sous l'angle des secteurs privé et public, en excluant le secteur résidentiel, l'investissement aura été plus élevé qu'anticipé, de 322,6 M\$ dans le secteur public et de 450,7 M\$ dans le secteur privé non résidentiel. C'est le secteur du logement qui vient amoindrir la performance de l'année 2012 en regard des intentions : c'est plus de 500 M\$ d'investissements qui ne se sont pas réalisés par rapport aux intentions. Le niveau observé demeure néanmoins très élevé selon une perspective historique.

Tableau 4
Comparaison entre les intentions d'investissement et les données réelles provisoires, Québec, 2012

	Intentions	Réelles provisoires	Différence
	M\$ courants		
Industries productrices de biens	17 528,7	18 261,8	733,1
Extraction minière, de pétrole et gaz	4 443,7	4 313,1	- 130,6
Services publics	6 108,2	7 098,3	990,1
Industries productrices de services	29 080,8	29 121,0	40,2
Hébergement et services de restauration	437,2	897,7	460,5
Services immobiliers et services de location et de location à bail	2 069,6	1 675,6	- 394,0
Total	70 782,3	71 048,0	265,7
Secteur public	20 825,2	21 147,8	322,6
Secteur privé	49 957,1	49 900,2	- 56,9
Non résidentiel	25 784,3	26 235,0	450,7
Logement	24 172,8	23 665,2	- 507,6

2008-2011 : Données réelles
2012 : Données réelles provisoires
2013 : Perspectives

Note : En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Abbreviations et signes conventionnels :

\$ En dollars
G En milliards
M En millions
% Pourcentage

Source de données : Statistique Canada, *Investissements privés et publics au Canada : perspectives*, 27 février 2013, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

PROCHAINE PARUTION : INVESTISSEMENTS PRIVÉS ET PUBLICS, QUÉBEC ET SES RÉGIONS, MAI-JUIN 2013

Ce bulletin est réalisé par la **Direction des statistiques économiques et du développement durable**.

Ont collaboré à la réalisation :
Virginie Lachance, mise en page
Direction des statistiques économiques et du développement durable
Esther Frève, révision linguistique
Direction des communications

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
1^{er} trimestre 2013

Pour plus de renseignements :
Jean-François Fortin
Direction des statistiques économiques et du développement durable
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3^e étage
Québec (Québec) G1R 5T4

ISSN 1925-4210 (en ligne)

© Gouvernement du Québec,
Institut de la statistique du Québec, 2010

La version PDF de ce bulletin est diffusée sur le site Web de l'Institut, à l'adresse suivante :
www.stat.gouv.qc.ca

Téléphone : 418 691-2411 poste 3175
Courriel : jean-francois.fortin@stat.gouv.qc.ca

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm